Le prof de sociologie Stéphane Dorin avait été suspendu pour s’être opposé à la venue de Houria Bouteldja

écrit par Antiislam | 14 mai 2019

Islamo-gauchisme, décolonialisme, théorie du genre… Le grand noyautage des universités (2/3)

Nous poursuivons la retranscription, avec cette partie 2, de l’enquête de Judith Waintraub sur la pénétration de l’islamo-gauchisme dans les secteurs sciences humaines de l’ enseignement supérieur français.

Antiislam

Voir la première partie ici :

http://resistancerepublicaine.com/2019/05/13/la-prepa-dhenri-iv-enseigne-que-la-statuaire-grecque-est-phallocratique-et-la-peinture-italienne-genree/

Pétition contre Danièle Obono

Sciences Po Paris, où des élèves organisèrent un «hijab day» en 2016 en distribuant des foulards pour sensibiliser leurs condisciples à «*la stigmatisation des femmes voilées en France*», n'est pas la seule cible des indigénistes et des islamo-gauchistes.

Sciences Po Aix-en-Provence a organisé en novembre dernier, à l'initiative de sa «référente égalité», une conférence intitulée: «*Un féminisme musulman, et pourquoi pas*?»

La conférencière était **Malika Hamidi**, docteur en sociologie de l'EHESS et responsable pour la Belgique d'European Muslim Network, dont le président n'est autre que Tariq Ramadan.

NDLR: Tariq Ramadan est le grand féministe musulman que l'on sait désormais.

Le politologue **François Burgat,** pour qui «la violence dite islamique ne vient pas de l'islam», a enseigné à l'IEP d'Aix.

Le philosophe **Raphaël Liogier**, persuadé que «l'islamisation est un mythe», y est toujours professeur.

Il est également chercheur associé à Nanterre, où des proches du PIR ont organisé en avril 2018, en plein blocage, une conférence où ils fustigeaient l'«extrême gauche blanche» et l'«impérialisme gay».

En octobre, un séminaire sur les «normes islamiques» a été ouvert à l'EHESS par deux avocates proches du CCIF.

Dans les facs comme Paris I Panthéon-Sorbonne, Paris VIII, Tolbiac, Limoges, Toulouse Jean-Jaurès, située en plein quartier du Mirail, et Lyon II, pour ne citer que les universités les plus touchées, la liste des cours, séminaires

et colloques inspirés par les idées «décolonialistes» serait trop longue à dresser.

La Sorbonne s'est distinguée en novembre dernier en nommant la députée France insoumise Danièle Obono au conseil d'administration d'une de ses unités de formation et de recherche (UFR) au titre de «personnalité qualifiée» extérieure.

L'Union des étudiants juifs de France (UEJF) a lancé une pétition rappelant que Danièle Obono, *«proche du Parti des Indigènes de la République et de sa présidente Houria Bouteldja»,* avait notamment défendu Dieudonné en 2015, quand il avait déclaré «*Je me sens Charlie Coulibaly»* sur Facebook après les attentats contre Charlie Hebdo et l'Hyper Cacher.

La pétition a été signée par plus de 2500 étudiants et profs de renom, mais le conseil d'administration de la Sorbonne a maintenu son choix. «I*ls ont invoqué un principe de "courtoisie académique" qu'ils auraient évidemment envoyé valser, et à juste titre, si par extraordinaire Marine Le Pen avait été nommée*», soupire Sacha Ghozlan, président de l'UEJF.

NDLR : Il semble que l'UEJF ait quelques « petites » contradictions à gérer : alternativement à la remorque des musulmans et en lutte contre eux.

«Intersectionnalité»

Paris I Panthéon-Sorbonne invite régulièrement dans ses murs Kimberlé Crenshaw, l'universitaire américaine qui a inventé le concept d'«intersectionnalité».

En janvier, elle y a participé à un colloque international en faveur d'un «concept critique des races» dans lequel se sont particulièrement illustrées deux de ses collègues françaises, Stéphanie Hennette-Vauchez, de Nanterre, sur le thème «*Affaire Baby-Loup, laïcité à la française ou discrimination intersectionnelle?*», et Hourya Bentouhami, enseignante-«chercheure» à Toulouse Jean-Jaurès, qui planchait sur la question «*Intersectionnalité, un outil de lutte contre les discriminations?*».

En 2018, cette dernière, proche de Houria Bouteldja du PIR, a été nommée à l'Institut universitaire de France par arrêté ministériel, un privilège très convoité chez les universitaires puisqu'il signifie moins d'heures de cours et plus de crédits pour les recherches, sans compter une prime d'excellence scientifique d'un montant variable.

NDLR : Quand on vous dit que Blanquer est le pire des tartufes …

> *«Au lieu de s'émanciper de la tradition, les enfants des populations immigrées ont de plus en plus tendance à se placer en rupture avec la société française en la rejetant comme impie»*
>
> *Gilles Kepel*

«Les indigénistes et autres "décoloniaux" ont le vent en poupe», constate Gilles Kepel, directeur de la chaire Moyen-Orient-Méditerranée à Normale sup et auteur de nombreux ouvrages sur l'islam politique.

«Face à eux, il y a un déni d'une partie du corps professoral et de l'adminisration, eux-mêmes gagnés par l'islamo-gauchisme et qui le légitiment ou qui sont plus prosaïquement intimidés.»

Ces réseaux pèsent de plus en plus dans les jurys de recrutement et les comités qui décident du financement des recherches.

Bernard Rougier, directeur du centre des études arabes et orientales de Paris III Censier, confirme que «*les postes d'islamologie, qui sont stratégiques comme lieux de production d'un discours critique sur l'islam, sont actuellement visés par des intellectuels proches des Frères musulmans*».

Leur entrisme est payant, au grand dam de Gilles Kepel:

«Au lieu de s'émanciper de la tradition, les enfants des populations immigrées, et notamment les jeunes filles, ont de plus en plus tendance à se placer en rupture avec la société française en la rejetant comme impie, dans les lieux mêmes où est censée se construire la pensée critique: l'université.»

Et malheur aux enseignants qui tentent de lutter contre cet expansionnisme.

Stéphane Dorin, professeur de sociologie à Limoges, en a fait l'amère expérience en 2017.

Le laboratoire Espaces humains et interactions culturelles de la fac avait organisé un séminaire d'«études décoloniales» dans lequel Houria Bouteldja, égérie des Indigènes de la République, devait intervenir.

Stéphane Dorin jugeait «indigne» qu'elle puisse «développer ses thèses racistes, antisémites et homophobes dans l'enceinte de l'université, sans contradicteur».

Il a rédigé une lettre ouverte contre la venue de la porte-parole du PIR, ce qui lui a valu d'être violemment attaqué sur les réseaux sociaux par une partie de ses collègues.

L’association Salaam Sciences Po, organisatrice du «hijab day», veut «promouvoir la culture musulmane». –

La polémique enflant, la ministre de l’Enseignement supérieur Frédérique Vidal s’est décidée à réagir, par un tweet:

«Quand des thèses racistes et antisémites sont propagées en leur sein, c’est notre pacte républicain qui est menacé.»

NDLR : Quelles mesures massives prend-elle pour contrer toute cette infection ? Est-elle ministre de l’Enseignement supérieur ou petit Rat à l’Opéra ?

Houria Bouteldja a été décommandée, mais l’affaire a failli coûter son poste à Stéphane Dorin. Il a été exclu du labo où il enseignait, pour des motifs qui n’avaient bien sûr rien à voir, officiellement, avec ses prises de position contre l’«indigénisme».

En février, le tribunal administratif de Limoges lui a donné raison en suspendant son exclusion.

http://premium.lefigaro.fr/actualite-france/enseignement-superieur-le-grand-laboratoire-de-la-deconstruction-20190510

A suivre …